

Pour une Europe des droits de l'Homme

L'Association européenne pour la défense des droits de l'Homme (AEDH) a publié, dans la perspective des élections européennes, une lettre ouverte pour sa campagne « L'Europe des droits : ici, maintenant, pour tous! ».*

Bruxelles, le 5 mars 2014

Au cours du mois de mai prochain se dérouleront les élections au Parlement européen. Dans ce contexte, nous, organisations membres de l'AEDH, manifestons notre profonde préoccupation face à la dérive actuelle de l'Union européenne (UE) et de ses institutions.

Les citoyens européens assistent à la préparation de ces élections avec peu de conviction, tant les institutions européennes paraissent toujours plus lointaines des besoins et des préoccupations de la population, et sont perçues comme étant l'origine directe de la perte et de la réduction de droits durement conquis.

La croissante subordination de la politique européenne et de ses dirigeants aux pouvoirs économiques et financiers est à l'origine de cette perte de confiance, et du rejet de l'UE par ses citoyens. Depuis le début de la crise économique [...], l'UE a uniquement mis en place des politiques économiques d'austérité à outrance, avec, comme objectifs, le paiement de la dette et la réduction drastique des déficits.

Les conséquences en sont visibles : hausse du chômage et de la précarité dans toute l'Europe, augmentation de la pauvreté et des inégalités, destruction des services publics

de base comme, par exemple, l'éducation et la santé. Tout cela a eu une incidence particulièrement forte dans les pays de l'Europe du Sud. [...]

Ce sont les droits économiques et sociaux qui, en général, sont les plus touchés par ces politiques fondées uniquement sur la volonté de servir les intérêts des banques, des grandes firmes transnationales, et du secteur financier. [...]

Il n'est donc pas étonnant de constater la désaffection qui caractérise la manière dont les citoyens européens perçoivent les prochaines élections. Ils ne se sentent pas impliqués, car les idées fondatrices du projet européen sont largement oubliées, si ce n'est même démantelées.

Il n'est pas non plus étonnant que, dans ce contexte de désorientation et de désenchantement, se développent de manière alarmante les nationalismes, et que soient bafoués des fondements de l'UE, tels que la liberté de circulation entre les Etats membres. Et c'est le concept même de citoyenneté européenne qui, lentement, se vide de son sens. Les libertés publiques et les droits civiques et politiques s'érodent, comme le prouvent les cas d'espionnage massif de données personnelles et les violations du droit à la vie privée.

Il en va de même pour les

droits des femmes, remis en cause dans certains pays. [...]

Le principe du droit d'asile, autre fondement de l'Union, est lui aussi en train d'être dénaturé peu à peu, réservant aux migrants un traitement cruel et inhumain. L'Europe se transforme ainsi en une forteresse, construisant à ses frontières des murs toujours plus hauts.

Dans ce contexte, un populisme agressif, promouvant des idées xénophobes et anti-européennes, se développe dangereusement vite, au risque de tenir un rôle non négligeable au sein de l'Assemblée qui sera élue en mai.

Mais tout cela pourrait pourtant en aller différemment !

C'est avec cette profonde conviction que nous, organisations qui composons l'AEDH, avons mis en œuvre la campagne « Une Europe des droits : ici, maintenant, pour tous! ». Par ce moyen, nous voulons rappeler aux élus politiques que, s'ils sont ici, c'est pour défendre les droits des personnes. Qu'ils ne peuvent pas laisser ainsi se construire un monde dans lequel les individus sont au service du pouvoir, du profit et des bénéfices, dans une économie de « casino ».

Nous souhaitons leur rappeler que la politique économique consiste à donner à toute personne un toit, un travail digne, un accès à l'éducation égal

pour tous, un accès universel à la santé. Il est temps de promouvoir les droits économiques et sociaux. [...] Il est temps de défendre les droits civiques et politiques au lieu de tenter d'éviter la protestation et la mobilisation citoyenne, et de rendre l'Europe inaccessible à ceux qui lui demandent accueil et refuge.

Nous voulons un autre discours et d'autres actions ! Nous voulons qu'ils fassent preuve de loyauté, qu'ils nous rendent des comptes, qu'ils ne négligent pas les besoins de la population, qu'ils ne négligent pas l'éthique en adoptant des comportements méprisants, qu'ils humanisent la vie, qu'ils ne laissent pas la porte ouverte aux tentatives politiques autoritaires, qu'ils cessent de fermer les portes au libre exercice des droits des personnes. Nous, AEDH, considérons que nous ne pouvons pas laisser tout cela dans les seules mains des élus politiques. Ainsi, cette campagne se veut également être un appel à la citoyenneté, à l'implication et à la mobilisation sociale, unique moyen pour construire une Europe des droits, de la justice et des libertés. ●

* Texte en intégralité sur www.aedh.eu/L-EUROPE-DES-DROITS-ICI-MAINTENANT.html.